

REVUE DE PRESSE

service communication



Paris-Normandie

AGENDA

Publié le 12/02/25

Le Petit-Quevilly

Atelier : customisation de bombes vides

Venez personnaliser votre bombe de peinture vide (marqueurs à alcool, feutres Posca), de 10 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 15 h 30 à la médiathèque. Tout public, entrée libre.

Exposition : De la naissance au vivant

Plongez dans l'univers fascinant de la naissance et du vivant à travers l'exposition, où l'art devient le miroir de la vie jusqu'au 22 février à la médiathèque François-Truffaut. Tout public. Entrée libre.

Les petites séances

Projection de films pour enfants à 10 h 30 à la médiathèque François-Truffaut. Gratuit sur inscription : bibliotheque.petit-quevilly.fr, 02 35 72 58 00.

France 3 Normandie

Cette ville supprime des poubelles pour "plus de propreté" : "C'est un non-sens !"



[Photo prise rue Ecuylère, à Rouen, le dimanche 9 février au matin. • © France 3 Normandie](#)

Écrit par [Arthur Deshayes](#)

Publié le 11/02/2025 à 07h00

En 2021, l'équipe municipale a décidé de retirer les petites poubelles disséminées dans Rouen, pour les remplacer par de plus gros conteneurs, moins nombreux. Selon l'opposition, qui dénonce "une situation alarmante de l'état de la ville", cette stratégie est un échec.

L'essentiel du jour : notre sélection exclusive

Chaque jour, notre rédaction vous réserve le meilleur de l'info régionale. Une sélection rien que pour vous, pour rester en lien avec vos régions.

votre adresse e-mail

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'essentiel du jour : notre sélection exclusive". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

"Amateurisme" et "inertie". Le groupe d'opposition *Rouen A'Venir* a déposé une motion en conseil municipal pour dénoncer « l'échec » de la gestion du tri des déchets dans la Ville de Rouen, jeudi 6 février 2025.

La présidente du groupe, Marine Caron, dénonce une situation qui "se dégrade depuis 2020". En cause selon elle, "la suppression des poubelles corbeilles, qui est un non-sens".

Des déchets déposés au pied des conteneurs

En 2021, la municipalité avait en effet décidé de retirer les petites corbeilles à arceaux, jugés "inefficaces et inesthétiques". Elles ont été remplacées par des poubelles solaires, moins nombreuses mais plus grandes, et dotées d'un système permettant de compacter le déchet.

Selon la mairie, chaque poubelle solaire vaut une vingtaine de poubelles à arceaux.

Selon l'opposition, et comme a pu le constater France 3, on retrouve parfois des déchets devant les conteneurs, car ceux-ci sont pleins à craquer. "Il y a un problème de rythme de

collecte et d'accessibilité des conteneurs, décrit Marine Caron. Ils ont des petites ouvertures, et les gens abandonnent les sacs trop gros."

Moins de poubelles = plus de propreté ?

Kader Chekhemani l'avoue, l'équation paraît contre-intuitive. Mais l'adjoint en charge de la propreté l'assure : "*Le fait de mettre beaucoup de poubelles générerait plus de déchets.*"

Et des poubelles, Rouen en avait : « *deux à trois fois plus que les autres villes de France, mais sans être la ville la plus propre* », selon Kader Chekhemani. « *On était plus la ville aux cent clochers, mais la ville aux mille poubelles* », lâche-t-il.



Découvrez le reportage de Léna Thobie-Gorce et Stéphane Gérard pour France 3 Normandie.

• ©France 3 Normandie

La quasi-majorité des petites poubelles ont donc été supprimées. Et pour quels résultats ? Kader Chekhemani note qu'« *en quatre ans, on est passé de la 2^e à la 4^e étoile* » du label Eco-propre.

Ce label, remis par l'Association des villes pour la propreté urbaine (AVPU), récompense l'action des villes en faveur de la propreté urbaine.

Concernant ces conteneurs qui débordent, « *ça arrive parfois* », concède l' élu, avant de rappeler l'existence d'une « *brigade d'intervention rapide* » en cas de poubelles pleines.

Mais selon lui, ce phénomène « *arrivait davantage avant que maintenant* ».

Paris-Normandie

Le mécénat de compétences vu par la start-up normande Citizens : « Ça commence à se populariser »

Le mécénat de compétences, qu'est-ce que c'est ? Isaline Marmontel, de la plateforme normande Citizens qui met en relation les associations et les entreprises, nous éclaire.



La plateforme normande Citizens met en relation des associations et les entreprises pour encourager l'engagement citoyen - Photo d'illustration Boris Maslard

Par Delphine Letainturier

Publié: 10 Février 2025 à 07h07

La société [Citizens](#), créée à [Rouen](#) en 2021, met en relation des entreprises, qui veulent développer leur engagement citoyen, et des associations souvent en recherche de bénévoles. La [plateforme](#), depuis présente aussi à Caen, rayonne sur toute la Normandie. Isaline Marmontel est responsable des partenariats avec les associations (plus de 300) et anime des formations sur le mécénat.

On connaît le mécénat financier des entreprises, moins le mécénat de compétences. Est-ce que cela se développe ?

« Ce dispositif, apparu en 2003 avec la [loi Aillagon*](#), était plutôt utilisé par des grandes entreprises type banques et assurances, et plutôt sur des temps longs, entre un an et trois ans. Mais cela commence à se populariser. Les TPE et PME s'en emparent dans leur politique RSE [responsabilité sociétale des entreprises, NDLR] sur des temps plus courts : des journées ou demi-journées consacrées, par exemple, à des opérations de tri ou des chantiers participatifs. »



Isaline Marmontel, responsable des partenariats associations chez Citizens, la start-up créée en 2021 à Rouen et qui a depuis ouvert une antenne à Caen - Photo DR

« Très précieux pour une association »

Quel est le bénéfice pour chacun des acteurs ?

« Pour l'entreprise, c'est une façon d'améliorer sa marque employeur, de fédérer ses salariés autour d'un projet RSE, de renforcer ses liens avec le territoire... La défiscalisation à hauteur de 60 % arrive bien après. Pour le salarié, c'est redonner du sens à ce qu'il fait, changer son quotidien et découvrir le monde du bénévolat. Et pour l'association, c'est très précieux de bénéficier de compétences. »

D'autant plus face à la crise du bénévolat...

« Effectivement, le monde associatif est confronté à un changement dans l'engagement. Avec les voyages, les petits-enfants, les retraités n'ont plus autant de temps qu'avant à consacrer à une association. »

* Loi du 1er août 2003 relative au mécénat

Le Monde

Le prix de l'eau augmente partout en France, en raison du changement climatique et de coûts croissants de dépollution

Pour sécuriser l'approvisionnement et garantir la qualité de la ressource, les collectivités doivent interconnecter les réseaux, réparer les fuites et investir dans des techniques de traitement plus coûteuses.

Par [Léa Sanchez](#)

Publié hier à 19h36, modifié à 09h07



L'usine de production d'eau potable de Méry-sur-Oise (Val-d'Oise), le 18 avril 2023. ARNAUD DUMONTIER / MAXPPP

Le mouvement touche toute la France. En Loire-Atlantique, les quelque 250 000 abonnés d'Atlantic'eau paient leur mètre cube hors taxes 1,46 euro au lieu de 1,40 euro depuis le 1^{er} janvier. Dans le Calvados, les habitants de Bayeux verront aussi leur facture grimper : le mètre cube est passé de 1,33 euro à 1,37 euro, soit 3 % d'augmentation, tandis que l'abonnement augmente de 10 %. Des hausses aussi à Montluçon (Allier) – de 5 % sur la consommation et 8 % sur l'abonnement – ou à Quimper (Finistère) où les élus ont déjà prévu que les tarifs de l'eau potable et de l'assainissement progresseront de 10 % par an pendant quatre ans. Depuis la fin de 2024, ces hausses tarifaires se multiplient. Elles concernent tant l'eau potable que l'assainissement des eaux usées, autre composante du service de l'eau.

Dès 2022, dernière année pour laquelle [l'Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement](#) propose des chiffres consolidés, le prix moyen de l'eau potable a augmenté de 8 centimes d'euro par mètre cube toutes taxes comprises en un an – les précédentes hausses étaient de 4 centimes au maximum par an sur la période 2010-2021.

Alors que le changement climatique bouleverse le cycle de l'eau et que les coûts de dépollution de la ressource grimpent, « *cette tendance devrait s'accélérer* », prévient Régis Taisne, chef du département cycle de l'eau à la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR).

En cause, l'inflation, qui a augmenté le prix de l'énergie et des matières premières nécessaires au traitement des eaux. Mais aussi, de plus en plus, la multiplication des investissements liés directement ou indirectement au réchauffement climatique. En 2022 et

en 2023 déjà, au moins une centaine de communes ont subi des coupures d'eau, d'autres, comme Chartres, ont vu leurs réserves atteindre un niveau « critique ».

Pour sécuriser l'approvisionnement quand les forages peinent le plus à pourvoir aux besoins, notamment en été, « *il faut parfois créer des interconnexions entre les différents réseaux, voire mobiliser de nouvelles ressources en eau, plus lointaines, plus profondes, et éventuellement de moins bonne qualité* », explique M. Taisne.

C'est notamment le cas dans les territoires les plus vulnérables face à la sécheresse, comme en Bretagne, où l'eau potable provient surtout des cours d'eau – les ressources qui s'amenuisent le plus en été. Ailleurs, si les précipitations ont globalement bien rempli les nappes souterraines cet hiver, les niveaux historiquement bas de certaines, comme celle de la Crau, dans les Bouches-du-Rhône, incitent à se préparer à la raréfaction de la ressource.

Coûteux renouvellements des canalisations

Les collectivités travaillent aussi à limiter les fuites, par de coûteux renouvellements des canalisations. Au total, « *nous gérons un réseau d'un peu moins de 1 000 kilomètres* », commente Julien Laszlo, directeur des services à l'environnement de la Métropole d'Amiens, qui évoque « *des investissements lourds* ».

« *La sécheresse de 2022 a fait prendre conscience du besoin d'entretenir le réseau d'eau* », qui est en mauvais état, commente l'économiste Alexandre Mayol, chercheur à l'université de Lorraine. A la sortie de cet épisode de stress hydrique, Emmanuel Macron avait fait de la lutte contre les fuites l'un des piliers de son plan Eau, qui vise un « *cap de 10 % d'économies d'eau* » d'ici à 2030. En France, « *les pertes par fuites annuelles représentent environ 1 000 millions de mètres cubes, l'équivalent de la consommation annuelle d'environ 18 millions d'habitants* », notait, en juin 2024, le dernier rapport de l'Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement.

Enfin, à ces investissements liés à la préservation d'une ressource en voie de raréfaction viennent s'ajouter ceux, de plus en plus lourds, destinés à la rendre consommable. Face à la contamination des réserves, notamment par les pesticides et les nitrates, les gestionnaires doivent installer de nouvelles stations de traitement.

Vendée Eau, qui couvre tout le département, construit, entre autres travaux, une nouvelle usine d'eau potable près de La Roche-sur-Yon, un chantier à 25 millions d'euros. « *Les traitements sont de plus en plus poussés* », explique Denis Guilbert, le directeur du syndicat, qui a augmenté le tarif de base de l'eau de 1,08 euro à 1,17 euro en 2024. Il peut s'agir, par exemple, d'investissements dans des technologies de nanofiltration ou d'osmose inverse.

Les problématiques de qualité et de quantité d'eau ne doivent pas être considérées de façon isolée : avec la baisse des réserves souterraines, « *les pompes dans les forages en eau profonde ne vont pas durer* », s'inquiète le président de Val de Garonne Agglomération, Jacques Bilit (divers gauche). Or, « *quand on va prélever dans la Garonne, on sait qu'on récupère de la pollution* », estime l' élu qui pronostique « *des coûts de traitement de plus en plus élevés* ». Le montant global est difficile à chiffrer, d'autant plus avec la détection de

polluants comme les [PFAS](#) (substances per- et polyfluoroalkylées). L'ordre de grandeur donné par les acteurs de la filière atteint toutefois plusieurs milliards d'euros par an.

Des collectivités inquiètes

La facture inquiète les collectivités, dont le budget est mis à mal. Son équilibre repose en effet sur un principe fixé par l'Etat, résumé par l'expression « l'eau paie l'eau ». Celui-ci implique que les dépenses réalisées pour prélever, traiter et distribuer la ressource soient financées par les usagers. De fait, les services de l'eau sont essentiellement rémunérés selon les volumes vendus, mais ceux-ci tendent à baisser, fruit d'une nécessaire sobriété hydrique.

En 2023, la consommation d'eau potable aurait ainsi diminué de 3 % à 4 %, selon de premières estimations de la FNCCR, avec des disparités très fortes selon les territoires. Les pertes de recettes à prévoir sont d'autant plus difficiles à assumer que les coûts, eux, progressent fortement.

Leur montant soulève une interrogation majeure : qui doit payer ? Les agences de l'eau, qui accompagnent les investissements des collectivités, sont, elles aussi, essentiellement financées par des redevances versées par les ménages, qui contribuent à hauteur de plus de 80 % pour un quart de la consommation. En 2025, elles vont bénéficier d'une mise à contribution plus importante de l'industrie. Mais celle du secteur agricole reste mineure, l'ancienne première ministre Elisabeth Borne ayant renoncé, fin 2023, à une augmentation de la redevance pour pollution diffuse. Devant les professionnels du Carrefour des gestions locales de l'eau, organisé à Rennes, fin janvier, [la ministre de la transition écologique, Agnès Pannier-Runacher](#), a affirmé son souhait de « réinventer » le modèle de financement du secteur et a invité à reposer « *la question du prix* » de l'eau, sans plus s'avancer.

Dans plusieurs communes, les hausses ont entraîné des contestations d'habitants mécontents. Elles achoppent parfois sur un autre enjeu majeur : trouver « *des tarifs qui soient soutenables, y compris par les plus pauvres* », estime M. Taisne.

Pour un foyer consommant 120 mètres cubes, la facture moyenne annuelle de l'eau et de l'assainissement collectif était [estimée, en 2022, à 540 euros](#). A Rouen, où la métropole a augmenté le prix de l'eau pour faire face à des investissements de 701 millions d'euros dans l'assainissement et de 578 millions d'euros dans l'eau potable, une enveloppe de 300 000 euros a été prévue pour aider quelque 6 000 foyers.

Le Monde

Climat : dans le budget 2025, un dispositif innovant pour encourager les communes les plus vertueuses

Doté de 200 millions d'euros, le « fonds territorial climat » devrait bénéficier aux intercommunalités déjà dotées d'un plan climat.

Par [Matthieu Goar](#)

Publié le 07 février 2025 à 16h01, modifié le 08 février 2025 à 14h47



Ronan Dantec, sénateur EELV de Loire-Atlantique, est l'un des élus porteurs du projet de fonds territorial. A Nantes, le 13 janvier 2020. OLIVIER LANRIVAIN / PHOTOPQR/PRESSE OCEAN/MAXPPP

Noyé au milieu des centaines de pages du projet de loi de finances (PLF) adopté jeudi 6 février, d'un montant relativement modeste, le fonds territorial climat a tout pour passer sous les radars. La philosophie de ce nouveau dispositif désiré par les collectivités locales paraît pourtant intéressante à de nombreux défenseurs de la cause climatique.

L'idée, portée depuis deux ans par Ronan Dantec, sénateur écologiste de Loire-Atlantique, et par Nicole Bonnefoy, sénatrice socialiste de la Charente, est de réserver des subventions aux intercommunalités qui se sont dotées d'un plan climat, c'est-à-dire d'une stratégie de verdissement adossée aux objectifs climatiques de la France. « *Cette forme de contractualisation financière peut agir comme un moteur pour territorialiser l'action en faveur du climat* », résume Nicolas Garnier, délégué général d'Amorce, un réseau de collectivités engagées dans la transition écologique.

Pour un réel plan de décarbonation

Pour la deuxième année de suite, le Sénat a poussé la création de ce fonds par le biais d'un amendement voté lors de l'examen du PLF. Le principe est simple : chaque intercommunalité qui s'est dotée d'un plan climat, censée être une obligation pour celles de plus de 20 000 habitants depuis [la loi Grenelle d'août 2009](#) et la [loi de transition énergétique pour la croissance verte d'août 2015](#), obtiendra une aide à hauteur de quatre euros par habitant, sans doute un peu moins pour certaines, selon des critères à définir. Car, pour le moment, le fonds est seulement doté de 200 millions d'euros, une somme insuffisante pour doter toutes les intercommunalités de la même façon.

L'objectif est double. D'abord pousser les intercommunalités les plus passives à mettre en place un réel plan de décarbonation et d'adaptation (environ la moitié des intercommunalités qui auraient dû le faire ne l'ont pas fait). Ensuite, accompagner les autres de façon automatique, sans juger chaque projet au cas par cas. *« Pour le moment, ce sont les préfets qui décident des projets bénéficiant du fonds vert, cela nous paraît plus clair, plus logique, plus efficace, que les élus gardent la main sur la mise en œuvre de leur plan, estime M^{me} Bonnefoy. Après tout, ce sont eux qui ont réfléchi à l'évolution de leur territoire. »*

Mais un flou entoure encore la pérennité et la montée en puissance de ce dispositif. Lors de la commission mixte paritaire, vendredi 31 janvier, les députés et les sénateurs l'ont conservé, mais réintégré au fonds vert. Lancé en janvier 2023 et doté de 2,5 milliards d'euros lors du PLF 2024, ce dernier a fondu depuis le mois de février 2024. En 2025, il sera réduit à 1,1 milliard d'euros.

« Cela peut rester une coquille vide »

Les 200 millions d'euros du nouveau fonds et ses critères innovants vont-ils disparaître ? Le gouvernement assure que le fonds territorial climat sera conservé et que ses « critères » d'attribution seront définis plus tard dans une circulaire signée par la ministre de la transition écologique, Agnès Pannier-Runacher, et le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, François Rebsamen. *« C'est un dispositif très intéressant, qui peut pousser des collectivités à agir, mais il faut lui donner de la substance car sinon cela peut rester une coquille vide »*, craint Emeline Notari, chargée du suivi des financements de la transition écologique au sein du Réseau action climat.

Les 200 millions d'euros représentent pour le moment une goutte d'eau face à l'immensité des besoins des collectivités. Pour respecter l'engagement de la France de baisser les émissions de gaz à effet de serre de 55 % en 2030, l'Institut de l'économie pour le climat avait estimé, dans un rapport publié en septembre 2024, que les communes, départements et régions devraient investir 19 milliards d'euros par an en moyenne, dans la transition écologique, jusqu'en 2030. Un effort conséquent puisque les sommes qu'ils ont consacrées à cet enjeu n'ont été « que » de 10 milliards en 2023, selon les estimations des experts.

Les différentes collectivités sont identifiées comme des échelons cruciaux pour le financement de la transition écologique. Après la publication du [rapport de Selma Mahfouz et Jean Pisani-Ferry](#) en mai 2023, l'exécutif estimait que l'augmentation des dépenses publiques (25 à 34 milliards par an) devrait être supportée aux deux tiers par les collectivités locales à l'horizon 2030. Des sommes qui paraissent inatteignables dans cette période de disette budgétaire.

Le Monde

Urbanisme : « Chaque habitant peut participer à la végétalisation de sa cour d'immeuble et, par extension, à celle de la ville »

Parce qu'ils ont façonné notre développement urbain, les sols sont les « inconscients » de la ville, explique dans une tribune au « Monde » l'architecte-paysagiste Léna Soffer, qui appelle à végétaliser les cours d'immeubles avec des plantations adaptées à l'histoire et à la géographie du lieu.

Publié le 09 février 2025 à 11h00, modifié le 09 février 2025 à 13h43 Temps de Lecture 3 min.

En novembre 2024, le Conseil de la Ville de Paris a adopté le nouveau plan local d'urbanisme (PLU) bioclimatique, qui place la plantation au cœur des stratégies urbaines. [L'objectif est ambitieux : végétaliser 300 hectares supplémentaires d'espaces urbains afin d'atteindre, par habitant, un ratio de 10 % de plantations.](#) Pour y parvenir, chaque espace public disponible doit être investi.

En 2009, lors de l'exposition « Jardins demain », je proposais d'envisager nos cours d'immeubles comme nos premiers jardins de proximité face au manque de parcellaire disponible pour la création des parcs urbains. Grâce à une bourse de la Villa André Le Nôtre en 2016, ma recherche sur « La résurgence du sol dans la ville » m'a permis de réaffirmer l'importance de nos cours parisiennes dans le paysage urbain.

Car nos cours, prises entre le collectif et le privé, peuvent – et doivent – dorénavant porter un projet commun de plantation.

Aujourd'hui, nos villes s'étendent sans limites oubliant les sols qui les portent. Tels des inconscients de la ville, ces derniers ont pourtant façonné notre développement urbain. Ils sont la mémoire refoulée de la ville.

Participer à la révélation du « génie du lieu »

Le plan de prévention des risques d'inondation de Paris établi par les services publics met justement en évidence les vulnérabilités du territoire, et ce, notamment face aux crues de la Seine. Déjà, la carte des inondations d'Emmery de 1839 mettait en lumière l'irruption du lit majeur de la Seine ; nous nous voyons donc face à une situation qui ne cesse de se répéter, tel un retour du refoulé et que nous devons considérer.

Les quartiers parisiens portent l'empreinte de leur sol ; carrières, remblais, déblais ont sculpté nos reliefs au cours des siècles. La toponymie ancienne des rues reflète pourtant ce paysage d'origine ainsi que ses usages passés. « Rue des Cascades » [20^e arrondissement], « rue du Pré-aux-Clercs » [7^e arrondissement] ou encore « rue du Foin » [3^e arrondissement] sont des exemples nous rappelant le sens géographique et paysager de ces quartiers, comme témoignages de l'anthropocène parisien.

Paris s'est bâtie dans un méandre de la Seine, ses alluvions créant des terres fertiles sur la rive droite, tandis que les prairies dominaient la rive gauche. Ces plaines, encadrées par des coteaux au nord, à l'est et au sud, étaient autrefois exploitées pour leurs carrières, tandis que le ruissellement de ces coteaux enrichissait la plaine en eau.

Il nous faut d'abord prendre en compte ces spécificités, afin de renforcer l'identité paysagère de nos quartiers tout en répondant aux enjeux écologiques à venir. Cette compréhension fine des fondamentaux du territoire parisien – à travers l'analyse de la géographie urbaine, l'histoire du quartier, la mémoire du sol, la présence de l'eau, la qualité du sol et l'ensoleillement – permettra de déterminer une thématique de plantation en fonction des particularités du territoire. Nos cours peuvent participer à la révélation du « génie du lieu », ces caractéristiques naturelles et culturelles qui rendent un endroit unique et inspirant.

Par exemple, dans la plaine de Grenelle où la nappe phréatique est proche de la surface, des plantes absorbant l'excès d'eau pourraient être proposées. Le 13^e, ancien secteur de carrières, devrait accueillir des plantations en pots, car la présence d'eau dans les sols fragiliserait les fondations de nos bâtiments. Le Marais, avec ses épais remblais, nécessiterait l'ajout de terres fertiles et de plantes phyto-épuratrices. Le 7^e arrondissement trouve quant à lui une ressource rare dans les hôtels et institutions : la terre d'origine de la ville.

Paris pourrait devenir un exemple à l'échelle mondiale

Un projet dessiné par les paysagistes concepteurs est alors nécessaire, par l'étude de la morphologie des racines, des feuillages et de la taille des cours. Choisir des plantations adaptées, c'est créer un paysage de cours connectées à leur histoire et à leur géographie, renforçant les liens entre espace privé et patrimoine urbain, tout en s'engageant pour l'amélioration du cadre de vie de ses habitants.

Aujourd'hui, peu de cours répondent à ces critères, malgré certaines initiatives ayant souligné l'importance de ces espaces minorés. Lors de l'Exposition universelle à Milan, en Italie, en 2015, le pavillon autrichien proposait à ce propos un projet nommé « *Breathe. Austria* » avec une cour intérieure plantée, créant une forêt de 560 mètres carrés. Leur projet illustre l'importance des cours plantées pour produire de l'oxygène et rafraîchir l'environnement par l'ombre et l'évapotranspiration, soulignant leur rôle vital pour notre planète.

L'enjeu ne concerne pas seulement les pouvoirs publics ; les citoyens ont un rôle central à jouer dans cette transformation. En mobilisant les copropriétés, en organisant des plantations collectives, chaque habitant peut participer à la végétalisation de sa cour et, par extension, à celle de la ville. La cour d'immeuble peut devenir alors le premier lieu de l'action citoyenne pour le bien-être de la cité, où les préoccupations locales rejoindront les enjeux globaux. C'est ainsi, par la somme des actions, qu'il sera possible de créer un territoire planté dans la ville, des oasis de fraîcheur et de nouveaux poumons urbains.

Avec son ambition bioclimatique, Paris pourrait devenir un exemple à l'échelle mondiale. Pourquoi ne pas compléter des dispositifs comme la loi Malraux de 1962, initialement conçus pour préserver le patrimoine architectural, afin de promouvoir la végétalisation des

cours ? Nos cœurs d'îlots deviendraient l'espace d'un projet de paysage collectif et de la résurgence de nos sols tout en s'engageant pour une solution durable pour l'avenir. Oubliés depuis des siècles, nos sols deviendraient alors de nouveau fertiles. A vos cours, citoyens !

Léna Soffer est architecte-paysagiste franco-vénézuélienne, ayant travaillé à l'atelier d'Antoine Grumbach. On lui doit notamment le projet culturel de l'« Axe de lumière », au sein du projet du Grand Paris. Depuis 2000, la végétalisation des cours parisiennes est au centre de ses recherches.

[Léna Soffer \(Architecte-paysagiste\)](#)

Le Monde

En Bretagne, une montée du RN dans l'apathie

La région, historiquement la plus rétive aux idées du Rassemblement national, a été surprise par l'inédite progression du parti de Marine Le Pen lors des élections européennes et législatives de 2024. Le délitement des services publics en milieu rural et les discours virulents d'élus sur l'immigration nourrissent ce vote, qui se banalise dans la société bretonne.

Par [Benjamin Keltz](#) (Rennes, correspondant)

Publié le 10 février 2025 à 05h00, modifié hier à 17h18

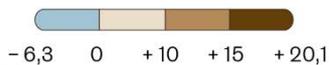
Assis à une des tables pistache de L'Eden, seul bar de Plussulien (Côtes-d'Armor), Gilles Thomas se retourne à chaque fois que la porte de l'estaminet couine. Question d'habitude. Maire de 2008 à 2024 de ce village de 500 habitants, le sexagénaire connaît tout le monde ici. Alors il se lève pour saluer les nouveaux venus. Poignées de mains vigoureuses aux hommes, bises délicates aux femmes. En se rasseyant, cet ancien adhérent du Parti communiste français doute : « *Désormais, je croise tous les jours des gens qui votent Rassemblement national [RN]. Ça me rend malade. Avant, on n'en connaissait pas...* »

Gilles Thomas raconte le « choc » du dépouillement du scrutin européen du 9 juin 2024. A Plussulien comme dans le reste de la Bretagne, la liste de Jordan Bardella est sortie largement en tête. Du jamais-vu dans la région natale de Jean-Marie Le Pen, qui s'était toujours affirmée comme la plus hermétique à ses idées.

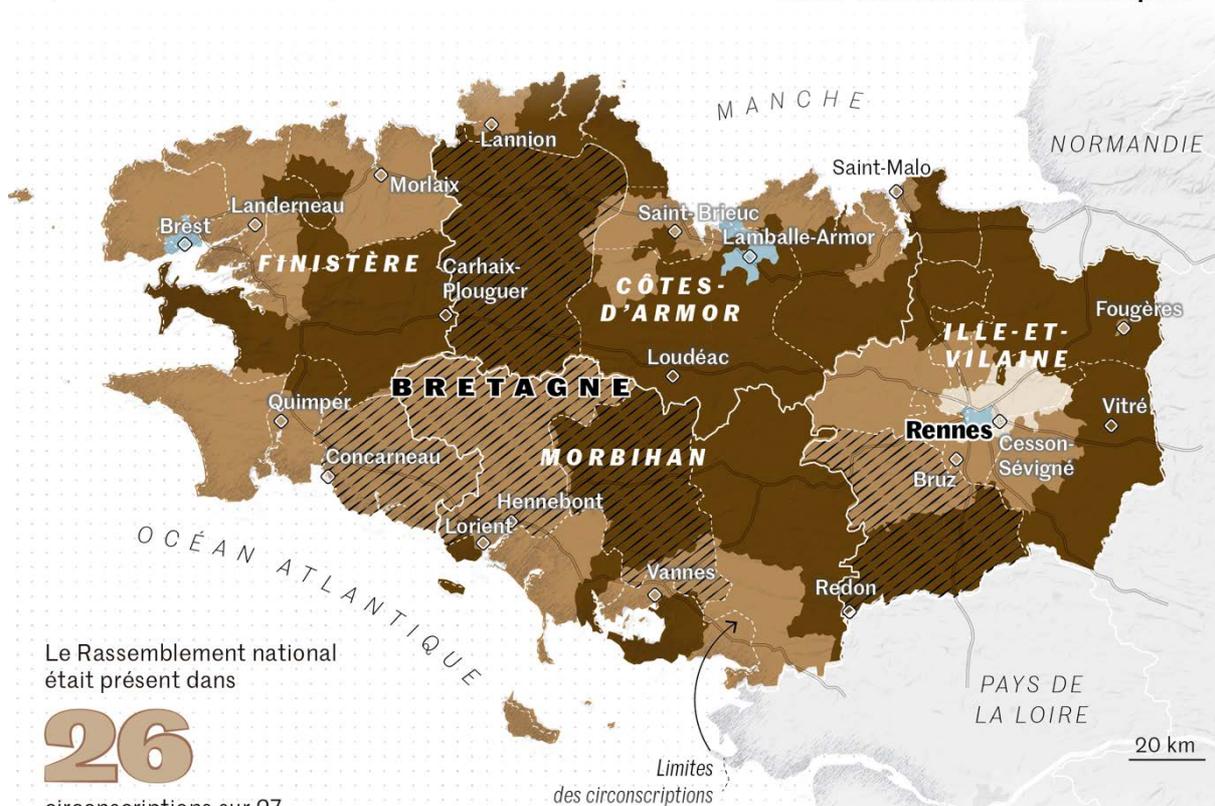
Les élections législatives du 30 juin et du 7 juillet 2024 ont confirmé la dynamique. Souvent inconnus, parfois sulfureux, les candidats du RN se sont qualifiés au second tour dans 26 des 27 circonscriptions de la péninsule. En 2022, aucun n'avait franchi le premier tour. Bien que le RN ait échoué à envoyer un Breton à l'Assemblée nationale, le parti a démontré que l'Armorique n'était plus une terre de mission.

Aux élections législatives

Evolution du vote Rassemblement national entre 2022 et 2024 au premier tour, en points



/// Cinq circonscriptions bretonnes où le RN est arrivé en tête au premier tour. Aucun candidat RN n'a été élu député



Le Rassemblement national était présent dans

26

circonscriptions sur 27 au second tour des élections législatives de 2024

Aucun candidat du RN n'avait atteint le second tour aux élections législatives de 2022

Infographie Le Monde

Sources : ministère de l'intérieur ; Datagouv.fr

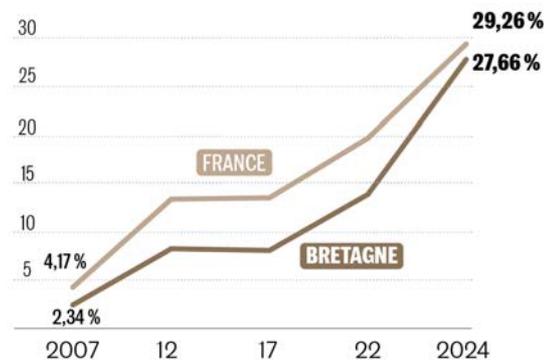
AU PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Nombre de suffrages pour le Rassemblement national en Bretagne



Sources : ministère de l'intérieur ; Datagouv.fr
Infographie Le Monde

Evolution du score du Rassemblement national en % des suffrages exprimés



L'ampleur de la progression a surpris jusque dans les rangs des fidèles du parti, qui ne compte qu'une poignée d'élus au conseil régional. Cela a suffi pour capter la colère des

campagnes bretonnes, qui enflent au fil des conflits sociaux, [du mouvement des « bonnets rouges »](#), en 2013, à la réforme des retraites en passant par la crise des « gilets jaunes ».

Gilles Thomas connaît ce sentiment d'abandon. En 2024, le collège du secteur a fermé, avant que ça ne soit le tour de l'une des deux classes de l'école communale. « *Là-haut, personne n'écoute. Ils pensent avec des tableaux Excel* », peste l'ancien édile. Dans sa bouche, « *là-haut* » cible autant Christian Coail, président (Parti socialiste, PS) du département, qu'Emmanuel Macron, ce chef de l'Etat dont la promesse de gouverner par le centre avait enthousiasmé la Bretagne en 2017, avant de décevoir et d'agacer. « *Usé* », le maire de Plussulien a rendu son écharpe, en septembre 2024.

« Un dangereux sentiment de déclassement »

« *Là où le service public disparaît, les idées du RN s'imposent. On doit résister* », martèle Yann-Fañch Durand, président du comité de soutien de l'hôpital public de Guingamp (Côtes-d'Armor). Samedi 1^{er} février, cet enseignant défile en tête d'un cortège d'un millier de personnes dans les rues de la ville pour dénoncer les fermetures et les régulations de services des hôpitaux ruraux... « *Nous ne sommes pas des ploucs* », lance un manifestant. Un autre reprend : « *Ni des citoyens de seconde zone.* »

Des dizaines d'élus marchent dans cette énième mobilisation. Beaucoup la considèrent comme une nouvelle démonstration d'impuissance politique, légitimant le vote « *chamboule-tout* », qui progresse à présent dans les sous-préfectures et les zones pavillonnaires des agglomérations.

« *Les Bretons ont nourri une profonde foi dans le discours républicain qui avait fait ses preuves avec l'arrivée de l'école et de la santé pour tous. Aujourd'hui, l'Etat reprend ce qui a permis l'émancipation de cette région et provoque un dangereux sentiment de déclassement* », analyse Jean-Michel Le Boulanger, auteur de l'essai *Etre breton ?* (Palantines, 2013). Vice-président (divers gauche) de la région Bretagne de 2010 à 2021, il était connu pour tancer les élus du RN dans l'hémicycle régional quand ses collègues les ignoraient.

Désormais président du festival littéraire Etonnants Voyageurs, Jean-Michel Le Boulanger s'étonne du « *silence* » du monde associatif et culturel breton, jadis prompts à fustiger les idées d'extrême droite. Lors de l'entre-deux-tours des élections législatives, les directions des festivals emblématiques du Bout du monde et des Vieilles Charrues, implantés dans la 6^e circonscription du Finistère, ont refusé de prendre position entre la députée (PS) sortante, Mélanie Thomin, et le conseiller régional (RN), candidat à la députation, Patrick Le Fur. Ils estimaient leurs organisations « *apolitiques* ». Les chefs d'entreprise se bornent aussi à cette neutralité.

Il semble loin le temps du Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (Célib). Entre 1950 et 1970, ce puissant cénacle rassemblait politiques de tout bord, prêtres, chefs d'entreprise, universitaires... pour défendre les intérêts de la région à Paris. Leur action avait défini un « modèle breton », sacralisant [l'économie agroalimentaire](#) en fleuron régional et la modération en boussole politique. Dans les années 2010, l'ancien ministre Jean-Yves Le Drian, lui, a orchestré une informelle « équipe de Bretagne » œuvrant dans les coulisses du

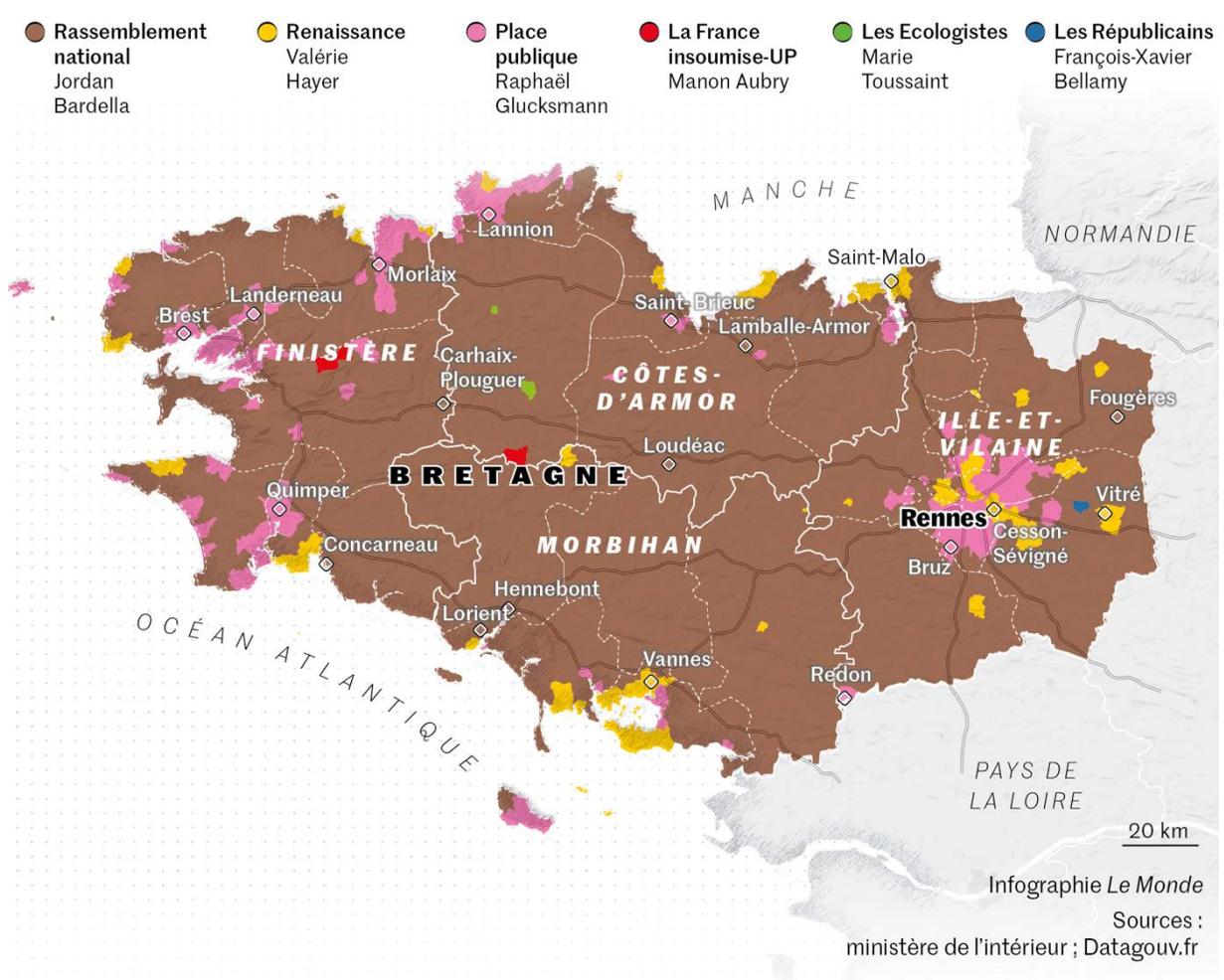
pouvoir pour favoriser la péninsule. Ce lobby, qu'Emmanuel Macron surnommait la « *mafia française* », n'a pas survécu au retrait de la vie politique de M. Le Drian.

Manque de réaction

Parmi les représentants de l'historique ordre breton, l'archevêque de Rennes est l'un des rares à accepter de s'exprimer sur la progression du RN. Pierre d'Ornellas n'a pas l'habitude de commenter les résultats des élections, mais semble préoccupé par l'atmosphère ambiante. Dans son bureau de la maison diocésaine de Rennes, où il siège depuis 2007, l'évêque lance : « *Méfions-nous du virus de l'individualisme. On oublie trop souvent le bien commun et la recherche du bien à soi est comme attisée. Or, le choix de la solidarité fait partie de l'ADN breton et n'est jamais celui des extrêmes.* » Pierre d'Ornellas déplore les propos de plus en plus virulents sur l'immigration. Ce sujet est devenu un moteur du vote d'extrême droite.

Aux élections européennes

Parti arrivé en tête aux élections européennes de 2024, par commune



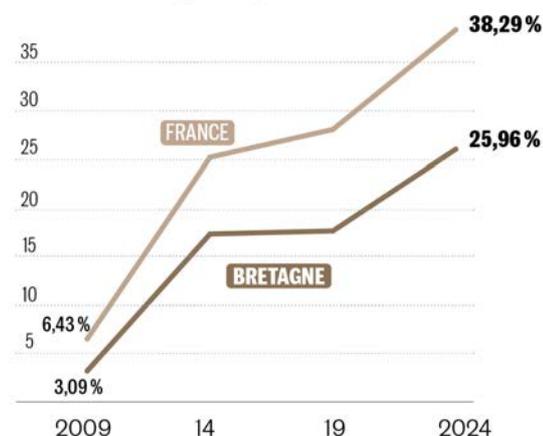
AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Nombre de suffrages
pour le Rassemblement national
en Bretagne



Sources : ministère de l'intérieur ; Datagouv.fr
Infographie Le Monde

Evolution du score du Rassemblement national
en % des suffrages exprimés



Il suffisait de se rendre à Pontivy (Morbihan), le 24 juin 2024, pour le mesurer. Ce jour-là, alors qu'Antoine Oliviero, candidat à la députation du RN, tracte sur le marché, il annonce vouloir en finir avec la « *submersion migratoire* ». La Bretagne est, pourtant, la région française où l'immigration est la plus faible. La main-d'œuvre étrangère est même nécessaire à l'équilibre économique local. Sans elle, nombre d'usines agroalimentaires tourneraient au ralenti. Peu importe, pour ce commercial de 25 ans au crâne rasé et la douzaine de néomilitants du parti qui l'accompagnent. Ils ont tous une anecdote vue sur une chaîne d'information en continu ou sur les réseaux sociaux à raconter pour démontrer le besoin de « *remettre de l'ordre* ».

Ce jour-là, aussi, Soizic Perrault, conseillère départementale (Les Républicains, LR) et candidate à l'élection législative, vient à la rencontre de ses « *amis* » du RN et leur raconte sa « *stupeur* » lorsqu'elle a croisé une femme et sa fille voilées dans les rues de Pontivy. En peu de temps, l'extrême droite a réussi à attirer sur ses thématiques phares une partie de la droite bretonne qui jugeait, il y a encore peu, la politique de Nicolas Sarkozy comme trop brutale pour son électorat modéré.

« *La région s'est longtemps crue immunisée contre l'extrême droite. Aucun parti politique central n'a produit de récit positif sur l'immigration, laissant toute sa place à la version du Rassemblement national* », analyse Romain Pasquier, responsable de la chaire Territoires et mutations de l'action publique, à Sciences Po Rennes.

Dans les rangs de la gauche, qui dirige la majorité des hémicycles bretons, beaucoup regrettent le manque de réaction [lors des événements de Callac \(Côtes-d'Armor\)](#), en 2022. Dans cette commune du centre de la Bretagne, le maire souhaitait favoriser l'installation de réfugiés. Acculé par des manifestations orchestrées par des militants d'extrême droite et sans soutien politique d'ampleur, l'élu a renoncé au projet.

Président (divers gauche) du conseil régional de Bretagne, Loïc Chesnais-Girard regrette de ne pas avoir réagi franchement pour camper « *les valeurs bretonnes d'ouverture et d'accueil* » : « *Les femmes et les hommes qui viennent travailler dans nos usines, nos*

armements de pêche, nos maisons de retraite, nos entreprises de cybersécurité sont les Bretons de demain ! Les modérés que nous sommes ont eu un retard à l'allumage à Callac, mais nous sommes capables d'adapter notre logiciel aux méthodes de l'extrême droite. »

Orchestrer les ambitions

« *Le parti n'est qu'au début de son histoire en Bretagne* », dit en souriant Théo Thomas, 27 ans. Responsable du Rassemblement national de la jeunesse en Morbihan, il est l'un des nouveaux visages du RN dans la péninsule, longtemps incarné par le seul Gilles Pennelle, désormais député européen. En 2013, ce professeur d'histoire à la proximité passée avec l'extrême droite raciale avait repris les commandes de la fédération régionale, dont personne ne voulait. Désormais, il s'agit d'orchestrer les ambitions.

Attablé dans un café de Rennes, Théo Thomas explique avoir quitté LR, où il dirigeait la section des jeunes morbihannais entre 2015 à 2023, pour aider le RN au « *maillage* » du territoire : recrutement de nouveaux militants, programmation de conférences, organisation de barbecues pour fédérer les équipes avant les prochaines campagnes... Théo Thomas regarde sa montre et s'excuse. Il doit passer à la fac de droit pour retirer un vieux diplôme avant de prendre un train pour Paris, où il travaille comme collaborateur parlementaire de la députée (RN) de Dordogne Nadine Lechon.

Sur le trottoir, le militant prévient : « *L'année prochaine, nous aurons des listes crédibles pour gagner des mairies. Si nous faisons sauter le verrou breton, la victoire de Marine Le Pen sera possible en 2027.* »